

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## SOMMAIRE

PAGE 2

- Irlande : un peuple en lutte

PAGE 5

- Dassault : un candidat pas très catholique

PAGES 6 et 7

- Etre jeune en France en 1978  
- Résolution du 3e congrès du PCMLF sur la jeunesse

PAGE 8

- La Sécurité sociale

**Campagne de l'Union ouvrière et paysanne  
pour la démocratie prolétarienne**

# REPONSE A UNE ATTENTE

Manifestement les électeurs sont blasés sur la campagne des grands partis traditionnels.

Les commentateurs bourgeois eux-mêmes se plaignent du peu d'enthousiasme que suscitent les débats radio-télévisés. Comment s'en étonner ? Si la masse des travailleurs ne se font pas d'illusions sur la droite, un phénomène nouveau est en train de se manifester. Beaucoup sont lassés par les querelles de la gauche et éprouvent le sentiment d'avoir été amenés dans une impasse. Les échos que nous recevons des entreprises confirment ce « ras-le-bol ».

Même ceux, qui voteront sans doute « quand même » pour la gauche, trouvent bien creux les traditionnels jeux électoraux. Quelle au-

tre perspective la gauche leur offre-t-elle que de s'opposer à la droite ? Or, leur soif de changement est bien plus exigeante ! Par contre, les modestes réunions de l'UOPDP reçoivent un accueil bien différent. Ici, candidats et travailleurs sont du même bord ; pas de grands discours creux ni de promesses démagogiques.

On parle à cœur ouvert des luttes que l'on mène sur le terrain et des moyens de les élever au niveau de la bataille politique contre la droite comme la gauche. Et dans plusieurs endroits, les comités locaux de l'UOPDP s'étoffent déjà. Donnons un petit aperçu de l'ambiance de quelques unes de ces réunions.

A Gennevilliers, une centaine de personnes se retrouvent à la bourse du Travail. Après un discours enflammé du candidat et les questions posées, de petits groupes se forment autour d'un pot et sont animés de discussions passionnées.

Dans l'Essonne, une douzaine de métallos de trois usines se réunissent. Ça discute ferme avec les candidats.

A Vitry-sur-Seine, on parle de la bataille politique contre la bourgeoisie de droite et la bourgeoisie de gauche bien sûr, mais aussi de la lutte contre la répression et le renforcement policier que veut imposer la municipalité PCF : « Non au commissariat ! ».

Dans le 19e arrondissement, à Paris, la discussion va bon train. Les participants ne veulent pas en rester là. « Je fais partie d'un groupe-femme, dit une travailleuse ; on pourrait les voir ensemble ».

De jeunes intellectuels écoutent un ouvrier leur expliquer comment ça se passe dans les boîtes et s'apprêtent à y diffuser des tracts. Un travailleur interroge :

« Et les ouvriers immigrés, comment va-t-on s'adresser à eux ? ». Les gens partent avec qui un paquet de tracts, qui des adresses, et dans la tête les luttes à mener, l'appel à ne pas se désister au second tour, l'espoir d'avoir enfin trouvé comment faire pour que

ça change. Dans une petite ville du Vaucluse, c'est des paysans qui se sont réunis pour parler de leurs problèmes et des perspectives de lutte. Décidément, cette campagne de l'UOPDP répond à un besoin des ouvriers, des petits paysans et des autres travailleurs.

**union  
ouvrière et paysanne  
pour la démocratie  
prolétarienne**

**Meetings régionaux**

**Le 26 février**

Paris de 14h à 18h salle A de la Mutualité  
(Rue St-Victor)

Rennes de 14h à 18h Pavillon des lices

Lille à 17h, salle du Conservatoire,  
place du concert

**A NOS FRERES**

**TRAVAILLEURS IMMIGRES**

Les meetings du 26 février organisés par l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ne sont pas des meetings électoralistes, mais des manifestations de combat politique de tous les travailleurs.

Vous qui participez toujours plus nombreux à nos meetings sur la base de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien, nous vous

appelons donc à venir nombreux aux meetings de l'UOPDP sur les mêmes bases.

D'ailleurs, une intervention sera présentée par un travailleur immigré et nos propres discours concernent aussi vos revendications politiques et sociales.

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière, un même combat !

**La bataille politique  
de 1978**

**MOBILISATION  
POUR LES  
100 MILLIONS**

La campagne de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne est maintenant bien engagée et la bataille politique au-delà des législatives ne cessera de s'aiguïser. Les seuls frais de campagne électorale sont de l'ordre de 5 à 6 000 F par circonscription. Il faut y rajouter ceux engagés en affiches et tracts centraux par le Comité d'initiative nationale de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, ceux de chacun des deux partis, PCMLF et PCRM, indépendants des activités communes de l'UOPDP (pour le PCMLF, par exemple, l'effort exceptionnel nécessaire pour faire connaître les textes, résolutions, appel de son 11e congrès).

C'est pourquoi l'objectif de la souscription nationale permanente de l'année 1978, sous les auspices de l'Humanité Rouge, a été fixé à 100 millions de centimes pour que soient couvertes toutes les dépenses indispensables prévisibles dès aujourd'hui.

Il s'agit là d'une bataille de tous les instants, de l'issue de laquelle dépendent pour une bonne part les succès politiques que nous pouvons remporter cette année.

Nous maîtrisons et enrichissons chaque jour mieux une ligne idéologique et politique fondamentale juste. Nos liens avec la classe ouvrière, les petits paysans s'améliorent. Et, en ces temps où les partis traditionnels, dans leur course au gouvernement des affaires capitalistes, font étalage de leur nature profonde antipopulaire de défenseurs de ce système pourri, les masses populaires attendent de nous que nous soyons à la hauteur de notre tâche : les travailleurs sont prêts à faire avec nous les efforts nécessaires !

Se pourrait-il que nous, soldats de première ligne, nous nous retrouvions sans munitions pour combattre ?

« Faire preuve de l'idéologie révolutionnaire prolétarienne actuellement, c'est, entre autres activités, contribuer à fournir les munitions nécessaires à nos justes luttes.

» Qu'il n'y ait pas un seul meeting, pas une seule réunion, pas une seule prise de parole dans les usines, dans les villages, dans les quartiers sans que soient systématiquement organisées les collectes nécessaires.

» Souscrire, c'est participer au juste combat politique contre la bourgeoisie capitaliste et contre les deux superpuissances.

C'est en ces termes que Jacques Jurquet et Suzanne Marty concluaient l'éditorial, lançant, il y a déjà 15 jours, cette exceptionnelle souscription. Il nous faut répondre sans attendre à cet appel. Il nous faut nous mobiliser pour 100 millions en 1978 !

**Camarades et amis lecteurs !  
Pour que nous puissions tenir le coup dans la bataille, souscrivez, faites souscrire, cela est urgent ! Pour les 100 millions !**

**Racisme au sénat  
Plus loin  
que Stoléru !**

Edouard Bonnefous, sénateur de son état, ne manque pas d'imagination. Il vient de proposer de « supprimer la couverture sociale des immigrés venant de pays où la prévention n'existe pas », ce qui d'ailleurs menacerait à peu près tous les travailleurs immigrés et au-delà leur femme et leurs enfants. Ce sinistre individu, outre qu'il a une manière un peu spéciale de respecter la loi interdisant toute discrimination raciale, fait preuve d'un cynisme écœurant : cela reviendrait en effet à empêcher la partie du salaire retenue pour payer justement ces prestations ! Du vol pur et simple ! Ceyrac, Stoléru, Bonnefous... Décidément, le racisme vient bien d'en haut !



• Irlande

# Un peuple en lutte

Ce sont près de 300 personnes qui ont répondu à l'appel du comité Irlande de Brest qui organisait une soirée dans le cadre d'une tournée entreprise en France par des représentants de la Résistance irlandaise.

Cette soirée avait pour but d'informer l'opinion publique et les anti-impérialistes français sur ce qui se passe aujourd'hui en Irlande du Nord et du Sud.

Car aujourd'hui, la presse bourgeoise fait le silence total sur les 3 000 prisonniers politiques irlandais enfermés dans les camps de concentration de Long-Kesh, Magilligan, dans les prisons du Crumlin Road, Belfast et d'Armagh en Irlande du Nord. Les conditions de vie de ces prisonniers politiques n'ont rien à envier à celles des prisonniers d'Amérique latine ou de l'Europe de l'Est.

## LE COMBAT DES PRISONNIERS

Les représentants de la Résistance ont pu, car ils les ont vécues dans les camps de concentration, dénoncer les tortures et les sévices que font subir aux prisonniers les impérialistes britanniques. Dans les prisons la lutte tente de s'organiser par des grèves de la faim ou par le refus du port de l'uniforme carcéral.

Dans ce combat, deux grévistes de la faim, Michael Caughan en 1975, et Proinsias Stagg en 1976 ont trouvé la mort.

Les représentants de la Résistance armée irlandaise ont également expliqué que la lutte qui se déroule aujourd'hui en Irlande, au Nord sous la forme d'une guerre populaire et au Sud par des luttes ouvrières et paysannes, n'est pas du tout la guerre de religion barbare et sectaire que les impérialistes britanniques et leurs complices présentent à l'o-

pinion internationale.

C'est en fait la poursuite par le peuple irlandais d'un combat vieux de plusieurs siècles contre le colonialis-

En Irlande du Nord, colonie de l'Angleterre, la situation en 1969, c'était pour les masses populaires catholiques le chômage et la misère, c'était l'interdiction de faire partie de l'administration, c'était le refus des droits civils et démocratiques. En 1969, les masses populaires catholiques se

sont soulevées pacifiquement par des manifestations contre cette situation. Mais immédiatement, les forces de l'ordre et les troupes

leurs et la jeunesse de la communauté catholique et la jeunesse de la communauté catholique, c'est la perte de milliers de vies humaines, la destruction de quartiers entiers et le déplacement de la population, les prisons et les camps de concentration, la terreur fasciste quotidienne que font régner les troupes britanniques et les extrémistes protestants.

Les impérialistes britanniques sont aujourd'hui traduits devant la Cour internationale des droits de

tortures toujours plus sophistiquées se poursuivent aujourd'hui, que la torture physique laisse de plus en plus la place aujourd'hui à la torture psychologique qui, elle, ne laisse pas de traces sinon dans l'équilibre mental des prisonniers politiques.

## L'ULSTER, TERRAIN D'ESSAI DE LA REPRESSION

Les représentants de la Résistance irlandaise chargés

sies européennes un véritable laboratoire pour la répression des révoltes populaires en milieu urbain.

C'est en Ulster que les bourgeois européens testent leur matériel anti-émeute (balles en caoutchouc, automitrailleuses Renault, nouveau gaz asphyxiant, bulldozers, etc.).

Cette complicité entre les bourgeois d'Europe de l'Ouest au nom de la soi-disant « lutte contre le terrorisme » est directement dirigée contre les travailleurs. Cela explique également les contrôles d'identité effectués par la police française tout au long des déplacements des membres de la Résistance.

Mais s'il y a complicité entre les bourgeois, il y a solidarité entre les travailleurs français et les combattants irlandais. C'est ce qu'ont montré les travailleurs de Lip, en ouvrant leur assemblée générale aux représentants de la Résistance, en organisant dans l'usine une table ronde-débat sur l'Irlande et en offrant en cadeau de solidarité la dernière montre sortie de l'usine de Besançon.

C'est aussi ce qu'a montré le succès des meetings à Strasbourg, Nantes, Rennes, Brest, etc.

Soutenons la lutte des prisonniers politiques en Irlande du Nord !

Correspondant HR Brest d'après la conférence de presse des combattants de la Résistance : IRA provisoire, IRSP, Peoples Democracy Revolutionary Struggle.

\*NDLR : Les intertitres sont de la rédaction.



En septembre 1977, cinq femmes d'Irlande du Nord sont venues en France dénoncer le sort des prisonniers politiques irlandais.

me britannique. C'est la poursuite de la lutte engagée en 1916 pour la libération nationale et le socialisme et contre la partition absurde imposée à l'Irlande par les maîtres britanniques.

## CONTRE LA MISERE, L'OPPRESSION, LES DISCRIMINATIONS

d'occupation britanniques ont répliqué par la violence.

Les forces de l'ordre, les troupes britanniques sont soutenues par les réactionnaires, les propriétaires des moyens de production qui sont en majorité protestants et vendus aux Anglais.

Les conséquences de cette guerre pour les travail-

l'homme à Strasbourg pour « mauvais traitements » dans les centres d'interrogations à partir d'août 1971.

Cela montre qu'il est difficile de cacher la répression féroce qu'ils ont mise en place contre les masses populaires d'Irlande du Nord. Mais cela est bien insuffisant quand on sait que les

d'informer les travailleurs de notre pays sur une lutte qui se déroule à moins de 400 km d'ici, insistent également sur le fait que la répression et les tortures en Irlande du Nord, cela concerne tous les travailleurs d'Europe de l'Ouest, car l'Irlande du Nord est devenue pour toutes les bourgeois-

## Espagne

Le gouvernement espagnol a décidé de refuser la demande de l'Union

### Films chinois à Paris

Studio St Séverin - 12 rue Saint Séverin - 5e (métro St Michel)  
Samedi et mardi : LES FLEURS ROUGES DE TIENCHAN  
Dimanche : LE TORRENT DE LA REVOLUTION  
Vendredi et lundi : LE DÉTACHEMENT FÉMININ ROUGE

soviétique d'établir des installations portuaires à Algésiras, port situé près de Gibraltar, et occupant une très importante position stratégique.

Il y a seize mois que l'URSS intriguait auprès du gouvernement espagnol pour obtenir des facilités pour sa flotte marchande à cet endroit. L'opinion publique espagnole s'y opposait massivement.

## Azanie

Moins de cinq cents électeurs sur huit mille inscrits se sont rendus, samedi, aux urnes pour les élections organisées par le régime raciste « aux conseils de communauté » de Soweto. On a compté près de 95 % d'abstentions sur les rares électeurs inscrits. Dans dix-neuf circonscrip-

tions, il n'y avait même aucun candidat. La plupart des organisations africaines de cette immense cité-dortoir de plus d'un million d'habitants avaient appelé au boycott de ces élections bidons. Elles ont été massivement suivies par les patriotes africains.

A Isithebe, à 60 km au nord de Durban, une grève générale pour l'augmentation des salaires a paralysé lundi la plupart des trente usines de ce complexe industriel. Plusieurs véhicules administratifs ont été lapidés par les grévistes.

## Zimbabwe

Le Front patriotique du Zimbabwe a qualifié « d'acte de trahison contre les droits du peuple zimbabwe » l'accord de prin-

cipe conclu entre le régime raciste de Ian Smith et une poignée de collaborateurs noirs. Robert Mugabe a réaffirmé à cette occasion que « la seule voie conduisant à la restauration de la dignité des Africains, c'est la lutte armée ».

## Vénézuela

Des manifestations d'étudiants d'une violence sans précédent ont eu lieu lundi à Guarenas (à environ 20 km à l'est de Caracas), causant des dégâts estimés à plus d'un million de dollars. Une cinquantaine de manifestants ont été arrêtés.

Les étudiants protestaient contre l'assassinat d'un des leurs, tué au cours d'une précédente

manifestation, par un coup de feu tiré d'un siège du parti gouvernemental.

## Pérou

Six personnes dont trois enfants qui faisaient la grève de la faim dans les locaux de l'ambassade britannique à Lima ont été arrêtées.

Leur action s'inscrivait en solidarité avec une centaine d'ouvriers qui poursuivent la grève de la faim en prison après avoir été expulsés des églises où ils s'étaient installés par la police. Ils réclament la réintégration de 5 000 ouvriers qui avaient été licenciés à la suite de la grève générale de juillet dernier.

## Semaine anti-impérialiste du 21 février Aix-en-Provence



MEETING DE SOUTIEN aux peuples d'Afrique en lutte  
Jeudi 23 février à 20 h 30  
Centre social de Beisson-Aix-en-Provence  
Organisé par le comité anti-impérialiste





## • Hellemmes (Nord)

# Babcock contre les vieux travailleurs

L'entreprise Fives-Cail-Babcock (FCB) possédait 464 logements pour ses ouvriers, rue Jules Guesde à Hellemmes. Les retraités et les veuves représentent plus du tiers des locataires dont la moyenne d'âge est supérieure à 50 ans.

Aujourd'hui, après les avoir bien exploités, après les avoir pressés comme des citrons, FCB se moque complètement des vieux travailleurs et les rejette comme de vieilles pelures. Le temps du paternalisme est passé : FCB a gardé ces maisons tant qu'elles servaient ses intérêts, maintenant elle s'en débarrasse en les vendant à un prix modique à l'Office public d'HLM (OPHLM), avec la connivence de la commune socialo-communiste qui a fait jouer son droit de priorité sur les sols.

Bien entendu, FCB a laissé tomber en ruine les logements et n'a jamais accepté de prélever la moindre miette sur ses profits pour les maintenir en état : les installations électriques et de gaz sont dangereuses, les fenêtres et les plafonds vous tombent sur la tête, absence totale de confort : un WC pour plusieurs familles, pas d'eau chaude, pas de sanitaire. Voilà les conditions de vie intolérables que le capitalisme réserve aux travailleurs et surtout aux vieux travailleurs.

L'OPHLM a flairé la bonne affaire, comme un chacal. La dette accumulée par FCB envers les travailleurs de l'entreprise, l'OPHLM va la faire payer... aux travailleurs !

Ainsi ils vont payer deux fois ce qu'ils ont déjà payé de leur sueur à l'intérieur de l'usine, ils vont payer pour obtenir ce qu'on leur doit. Les loyers vont tri-

pler, il est question d'un loyer distinct pour les petits jardins, etc.

La combine est tellement grosse que malgré son aurole de service public, l'OPHLM n'arriverait pas à extorquer de l'argent aux travailleurs, prématurément usés et vieillissés par les cadences, s'il ne recevait l'aide d'une clique révisionniste locale du PCF, dégu-

sée en une vague « Amicale des locataires ». Cette amicale est affiliée à la CNL et est installée dans les locaux de l'OPHLM.

Le PCF du coin ne s'est jamais manifesté du temps de FCB alors qu'il y avait autant de réparations à faire. Leur rôle est clair : il s'agit de faire passer la pilule. De même qu'ils négocient les licenciements

dans les entreprises, ils négocient les augmentations de loyer, tout heureux de choisir le moindre mal.

Ils n'ont aucune plateforme revendicative, c'est le flou intégral et le pilotage à vue. Leur tactique du coup par coup n'est qu'une ignoble collaboration de classe.

Correspondant HR d'Hellemmes

## • Orléans

# A l'hospice, les vieux n'ont plus qu'à mourir

Dans le système capitaliste, les vieux ne comptent plus guère. Simone Veil qui depuis plusieurs années prétend agir dans le sens de l'humanisation des hôpitaux n'y a pourtant rien changé. Quant aux municipalités et aux maires, ils ont aussi leur part de responsabilité. Les maires sont en effet les principaux administrateurs des hôpitaux.

A Orléans, c'est grâce au PCF et aux radicaux que le maire a été mis en place. Les vieillards de l'hospice continuent à être parqués et cachés dans des bâtiments vétustes qui datent du 17<sup>e</sup> siècle. Dans beaucoup de services, les vieux sont entassés à plus de trente dans des salles communes séparées de 50 cm les uns des autres.

Le manque d'hygiène est flagrant : deux ou trois WC, pas de douche ni de bains. Pour plus de trente vieillards impotents, deux ou trois employés qui ne peuvent même pas suffire à faire des petites toilettes quotidiennes.



Le capitalisme met au rebut les vieux travailleurs après les avoir exploités. Une bonne raison pour que tous, jeunes et vieux, renversent ce système.

Les vieillards qui bien souvent n'ont plus de dents sont obligés de manger rapidement.

Les plus valides sont employés au même titre que le personnel pour 30 F à 50 F par mois.

Comme dit un médecin de l'hôpital, « il nous est impossible de mettre plus de personnel auprès des vieillards car cela ferait monter le prix de la journée d'hospitalisation ».

Si les vieillards ont une

pension elle est prise par l'administration qui ne leur laisse que 10 %, et si cela ne suffit pas, les enfants et petits enfants doivent aussi payer.

Par contre, quand un vieillard vient à mourir en ayant un peu de biens et pas de famille, ces biens reviennent à l'hôpital.

Voici ce qu'est la démagogie capitaliste et ce n'est pas l'Union de la gauche qui mettra fin à ce scandale auquel elle participe déjà.

## Conférence de presse des travailleurs mauriciens en France

# Optimisme prudent...

Les travailleurs mauriciens luttent depuis des années pour la régularisation de la situation de ceux d'entre eux qui sont « sans-papiers ». Situation fort avantageuse pour les patrons qui les emploient : ces travailleurs sont en général sur-exploités dans la confection ou comme employés de maison (pour les femmes) dans des conditions honteuses.

Reçus en audience et à leur demande par un membre du cabinet du Premier ministre, la délégation mauricienne restait prudente après la rencontre (lundi 20 février). Son interlocuteur a « promis » qu'il prendrait rapidement contact avec les ministres concernés et les tiendrait au courant dans la semaine.

D'autre part, certains travailleurs mauriciens ont obtenu à la préfecture, où ils s'étaient rendus accompagnés par des représentants du MTM (Mouvement des travailleurs mauriciens), des papiers qui laissent espérer une régularisation prochaine.



Vjay Ramgoolan, sans papiers et porte-parole des Mauriciens en France, expulsé le 7 mars 1977. Les Mauriciens demandent qu'il puisse rentrer en France, s'il le désire.

Mais un tout petit nombre est dans ce cas. Et les audiences auprès de tous les ministères, les promesses, il y en a eu !

Alors les travailleurs mauriciens restent prudents. Ils sont parfaitement conscients du fait que les capitalistes français et l'État qui

(suite page 4)

## LE COMITE D'INITIATIVE NATIONAL DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

UNE, ADRESSE : 3, rue Jean Robert Paris 18<sup>e</sup> (Métro Marx Dormoy)  
UN NUMÉRO DE TÉLÉPHONE : 607 23 75  
DEUX PERMANENCES : le mercredi de 18 à 20 h, le samedi de 15 à 17 h, (à dater du 25 janvier 1978).

## Exposition-photo

Vous êtes invités à une exposition-photos sur la rénovation et les problèmes du logement dans le quartier Bisson-Palikao-Tourtille.

Le samedi 25 février de 14 h à 17 h  
et dimanche 26 février de 9 h à 15 h  
au 22, rue Bisson, Paris 20<sup>e</sup>

Exposition réalisée par le Collectif des étudiants en photographie de l'université Paris VIII, avec le concours des habitants du quartier Bisson-Palikao-Couronnes.

Entrée gratuite

## A propos de l'UOPDP

L'affiche et le tract appelant au meeting parisien de l'UOPDP du dimanche 26 février 1978 sont disponibles. Passer au local des expéditions.

Les stands des meetings régionaux de l'UOPDP seront principalement réservés aux comités locaux de l'UOPDP. Ceux-ci peuvent dès maintenant faire leur proposition.

## Une chanson de «la Communarde»

# «Bonnet blanc, blanc bonnet»

1) Les élections c'est pour bientôt  
Et tous nos bourgeois font les beaux  
Ils font assaut de bonhomie  
Tous parlent de démocratie  
Chacun y va de son couplet  
Dans l'espoir de mieux nous bernier  
« Pour mon programme il faut voter  
Chez moi c'est bien mieux qu'à côté »

### REFRAIN

Bonnet blanc, blanc bonnet  
Mitterrand, Chirac, Giscard ou Marchais  
Bonnet blanc, blanc bonnet,  
Je n'arrive plus à m'y retrouver

2) Monsieur Barre a bien du souci  
Il faut redresser le pays  
Garder le pouvoir aux patrons,  
Nous faire payer l'addition  
Afin de nous faire avaler  
Son fameux plan d'austérité,  
Il nous conseille avec cynisme  
Bonne volonté et civisme

3) Barre ne mâche pas ses mots  
Chirac reprend en contre-alto  
« Si vous ne votez pas pour moi  
Demain la gauche passera »  
Les loups hurlent avec les loups  
Ils ne pensent qu'à leurs gros sous.  
Avec leurs mines enfarinées.  
Un seul souci nous exploiter.

4) La gauche sussure en tremolo  
Un chant réservé aux prolos  
Programme commun, autogestion  
Bonheur, nationalisations  
Liberté et démocratie  
Voilà la fin de nos soucis  
Marchais entonne en contre-chant  
Tout ira beaucoup mieux qu'avant

5) Mais les couplets pour les patrons  
Ne sont pas dans le même ton  
Mitterrand avec courtoisie  
Réconforte la bourgeoisie  
« Vos profits nous les maintiendrons  
Ne vous faites pas de mourron ! »  
Tout le pouvoir aux ouvriers  
C'est des mots pour mieux les bernier





## ● Centre Hospitalier d'Orléans 40 LICENCIEMENTS ANNULÉS !

La direction du centre hospitalier régional d'Orléans vient d'annuler les quarante licenciements qu'elle avait annoncés. En effet, les travailleurs réunis en assemblée du personnel avaient décidé de s'y opposer par la grève. Les quarante agents dont le licenciement était prévu avaient été choisis parmi les quatre cents temporaires qui, faute de création de postes, constituent le complément d'effectif indispensable au fonctionnement de l'hôpital.

La direction justifie cette situation par les problèmes budgétaires, pourtant, de l'argent il y en a : un méde-

cin de la médecine nucléaire a été payé à mi-temps pendant des années sans jamais exercer puisque son service n'a jamais existé.

Les logements de fonction qui ont été achetés pour les nouveaux directeurs ont coûté chacun plus de 50 millions, etc. Ainsi la gestion du CHR, c'est le profit et les privilèges d'un côté, bas salaires, licenciements et pénurie de l'autre. Voilà ce qu'est la gestion de l'hôpital. Et le fait que le directeur soit un homme de gauche (membre du PS) n'y change rien, d'ailleurs n'est-ce pas lui qui refuse de recevoir les organisations syndicales ?

## ● Michelin-Clermont-Ferrand LES LIMITES DU PATERNALISME

En plus des multiples bienfaits consentis par Michelin aux ouvriers de Clermont-Ferrand : écoles Michelin, magasins Michelin, syndicat Michelin (Union du personnel Michelin), ceux-ci ont droit d'équiper gratuitement leurs voitures avec les pneus d'essai.

Mais depuis la grève contre le semi-continu, ce n'est plus pareil, les voitures des ouvriers sont trop vieilles et

il paraît que c'est dangereux d'y adapter les pneus d'essais. La sécurité des ouvriers voilà le prétexte pour leur supprimer les pneus mais dans les ateliers où les accidents sont nombreux il n'en est pas question (dernièrement, un ouvrier de 23 ans, père de deux enfants s'est fait décapiter).

Le paternalisme Michelin fait long feu.

## ● Paris

### LA CRISE A L'ENFANCE INADAPTEE

L'Institut national des jeunes sourds, le personnel est en lutte depuis le 20 février.

Il a avancé les revendications suivantes :

- Non à la suppression de la gratuité des repas pris avec les enfants dans le cadre du travail éducatif.

- Non à la réduction de la prime annuelle de service des éducateurs-titulaires.

- 300 F pour l'ensemble des bas et moyens salaires.

- Semaine de 35 heures. Le personnel dénonce les conditions dans lesquelles vivent les jeunes et travaillent les éducateurs.

Le personnel appelle les parents à soutenir son action. Les portes sont ouvertes à qui veut soutenir la lutte.

### COMMENT VIVENT LES JEUNES

### COMMENT TRAVAILLENT LES EDUCATEURS

- Trois baignoires pour trente enfants chez les petits, quatre douches pour 58 élèves chez les grands et moyens.

- Un plafond de dortoir qui tombe en morceaux sur les lits.

- Invasion de blattes, infiltrations d'eau.

- Pas de salle de jeux, de salle de permanence.

- Pas de local en cas d'intempéries.

- Gymnase reporté aux calendes grecques.

- Trente enfants de cinq à dix ans dans un dortoir, sans lampe de nuit.

Et Madame Veil qui parle des meilleures conditions de travail dans la santé. Voilà un exemple qui va lui rabattre son caquet !

## Transports équipements

# UNE RENTABILITE QUI TUE

Les conditions climatiques d'un hiver relativement rigoureux viennent de mettre tragiquement sur le devant de la scène les très mauvaises conditions de travail qui sont le lot des travailleurs des transports et de l'équipement.

Cheminots tués en débloquent des aiguillages, conducteurs de chasse-neige tués par des avalanches, chauffeurs de poids lourds tués sur les routes...

La Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT, faisait au cours d'une conférence de presse le 21 février, le sombre bilan du prix payé par les travailleurs de cette branche à la rentabilité capitaliste. Ainsi, le pourcentage des accidents mortels y est plus élevé que dans le bâtiment et les Travaux publics.

### DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS

En un an, le bilan est le suivant : 250 morts, 500 000

accidents du travail dont 8 000 graves, près de deux millions de journées d'invalidité temporaire et un grand nombre de mutilés à vie.

Ceci sans compter les victimes d'accidents de la route dans lesquels sont impliqués les poids lourds, soit environ 2 000 morts.

Aucune fatalité derrière ces chiffres, mais seulement des patrons transporteurs avides de profit... quel qu'en soit le prix. Ainsi, un relevé de contrôleur (appareil enregistreur placé sur chaque camion) fait apparaître pour une journée d'un chauffeur : 1004 km parcourus (le règlement prévoit un maximum de 450 km par jour). Dix-sept heures de conduite dont neuf heures de conduite continue. Ceci est un exemple, pas une exception. En effet, la durée de soixante heures, heures de nuit le plus souvent et effectuées par tous les temps. Quatre à huit heures de repos journalier pris dans une couchette de 60 cm

et seulement 1/10e des cabines sont climatisées. Et encore faut-il ajouter dans la plupart des cas le chargement et le déchargement du camion.

Quand une telle journée se termine par un accident, qui est responsable ? Le chauffeur ou le patron qui le fait travailler en violant systématiquement toutes les réglementations en vigueur ?

### A LA SNCF

Au cours du premier semestre de 1977, les accidents du travail (5 738) ont augmenté de 13 % par rapport à la même période de l'année précédente ! Et encore ces chiffres ne prennent pas en compte les accidents dont ont été victimes les travailleurs de plus en plus nombreux employés par des entreprises sous-traitantes.

Plusieurs accidents mortels survenus en janvier et février 1978 ont établi de façon tragique que la cause directe c'est le manque d'ef-

fectifs, (notamment l'absence d'agent de protection au cours des travaux sur les voies).

Le nombre des accidents s'accroît et les effectifs eux, ne cessent de diminuer : en 1958, il y avait 363 000 cheminots, ils ne sont plus que 270 000 aujourd'hui.

Et le programme de Blois formulé par Barre prévoit encore une diminution de subventions à la SNCF, c'est-à-dire que la baisse d'effectifs devrait se poursuivre au rythme de 5 000 par an.

La mesure la plus récente, c'est la suppression du deuxième agent de conduite dans les trains.

La liste est longue des méfaits et crimes du capital qu'il soit privé ou nationalisé. N'est-ce pas la RATP qui fait effectuer les travaux de nettoyage des voies du métro sans que le courant ne soit coupé sur le rail de conduction ?

## ● Echirolles Becton-Dickinson

### NOTATION = REPRESSION

Becton-Dickinson, à Echirolles (Isère) est une multinationale américaine de matériel sanitaire. Elle emploie quatre cents travailleurs en majorité des femmes.

Depuis quelques mois, la direction a instauré une notation individuelle des ouvrières. Ce système arbitraire tient compte de l'absentéisme, des rapports avec les cadres, de la participation aux réunions organisées par la direction (le bal des catherinettes par exemple).

De ces notes découlent des différences de salaire pouvant aller jusqu'à 300 francs, pour une même qualification, un même travail et sur une même machine.

## Conférence de presse des travailleurs mauriciens en France OPTIMISME PRUDENT

(Suite de la page 3)

les sert entretiennent une immigration clandestine, nécessaire, selon les termes mêmes de Jeanneney, en 1966 (il était alors ministre du Travail), à la marche de certaines entreprises petites et moyennes dont les patrons n'ont pas « les moyens », paraît-il, de payer leurs ouvriers au SMIG et les prestations sociales légales !

Ils sont bien placés pour le savoir : des régularisations il y en a déjà eu ! Et l'immigration clandestine

n'en a pas moins continué, encouragée par une propagande aussi alléchante que mensongère ! Et les expulsions ont aussi continué, et les interdictions de faire venir la famille, les enfants, et bien d'autres difficultés !

Mais ils sont aussi optimistes : leur mouvement a su maintenir une pression et une information telles que le gouvernement, contraint d'en tenir compte, peut être amené à satisfaire, en partie leurs revendications, quitte à rechercher son lot

de « clandestins » dans d'autres nationalités (Turcs, Asie du Sud-Est, etc.) moins armés pour se défendre (problème de langue en particulier).

Les travailleurs mauriciens sont d'ailleurs conscients qu'avec leur connaissance du français, de l'anglais, de certains dialectes indiens ou pakistanais parlés à l'île Maurice, ils peuvent jouer un rôle important pour aider ces nouveaux esclaves à combattre leurs exploitations.



Les femmes mauriciennes ne sont pas reconnues comme chef de famille : donc, pas de prestations sociales correspondantes, ni le droit de faire venir les enfants et le mari...



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## ABCDEF, le petit dictionnaire de Dassault

### Un candidat pas très catholique

Dassault est le premier fabricant d'avions de France. C'est un député sortant et candidat député gaulliste (RPR). C'est le fondateur d'un parti dont il n'est pas membre. C'est le père de Serge, candidat du RPR aussi, mais à Corbeil.

Dassault c'est aussi une campagne électorale pour « sauver les petites églises de France », pour sauver aussi les « doigts de fée » des femmes « de condition modeste ».

Malgré cette image de marque très pieuse, très jésuite du début du siècle, l'activité électorale de Dassault n'est pas très catholique.

#### «A» COMME ARGENT

De l'argent, Dassault en a. Il possède outre ses usines d'aviation, le magazine « Jours de France », le journal « l'Aurore » et un journal « l'Oise libérée » dans la région dont il est le député.

Nous avons déjà relevé dans un numéro antérieur le fait que la campagne de Dassault avait un budget de deux milliards d'anciens francs et qu'il avait versé 240 millions anciens aux maires du canton de Ressons-sur-Matz, campagne électorale oblige.

Toutefois, ce membre du RPR de Chirac est le premier à affirmer que le RPR ne se fait pas financer par le patronat (et surtout pas par les usines Dassault).

#### «B» COMME BÉNOUVILLE

Bénoville, candidat dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de

Paris, est un ami de Dassault. Il fut mis par Dassault à la tête d'un parti créé par Dassault : la Démocratie chrétienne.

Bénoville fonde un parti et reste membre d'un autre parti, vous ne trouvez pas cela bizarre vous ? C'est que tout en soutenant le RPR gaulliste, le groupuscule Démocratie chrétienne voudrait tromper son monde en ouvrant une troisième voie, indépendante... toujours pas indépendante de Dassault.

#### «C» COMME CORBEIL

Corbeil dans l'Essonne, c'est la ville où sévit le fils Dassault. Serge de son prénom. Serge est PDG de l'Électronique Marcel Dassault et candidat RPR dans la circonscription de Corbeil où est située la SNECMA usine de fabrication de réacteurs des Mirage (Mirages Dassault bien sûr).

Serge Dassault s'est singularisé par son attitude fascisante envers les jeunes



Dassault. Le coût de sa campagne électorale à ce jour : 50 000 anciens francs par électeur... et ce n'est pas fini.

de Corbeil. Candidat de choc, il n'a pas peur de dire : « Si j'étais à la place de Raymond Barre, ça éviterait beaucoup de drames ». On a des ambitions, très peu voilées, dans la famille.

#### E COMME EGLISE

Sautons la lettre D (... comme Dassault) pour arriver au grand amour du pieu Marcel Dassault pour les églises de France, les « petites » précise-t-il.

C'est que voyez-vous, elles dépérissent. Dassault a dû lire les rapports des Renseignements généraux qui considèrent qu'un prêtre influence en moyenne une dizaine d'électeurs. Il donne donc de l'argent pour les « petites églises de France » : « Tout cela me coûte assez cher, je suis une pauvre victime... » déclare-t-il. La belle âme !

#### F COMME FEMME

Dassault veut aussi sauver les femmes : aux pleines pages de publicité qu'il se payait dans certains journaux pour appeler à défendre les femmes « aux doigts de fée, plus fragiles » que les hommes.

Ce que leur propose Dassault, c'est de participer à « des clubs de femmes, et surtout de mamans ». Le rêve que devrait caresser toute femme est, selon ce grand patron, de « mettre des fleurs sur la table pour que l'atmosphère soit agréable », le soir au foyer.

Une image de la femme-fleur qui est bien celle de la classe de Dassault, la grande bourgeoisie monopoliste.

## APPEL A LA CORRESPONDANCE

La bataille politique bat son plein et déjà on voit se concrétiser le courant qui s'oppose à la gauche comme à la droite. De nombreux comités de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ont été créés depuis peu. De premiers échos de leur activité et des luttes sur le terrain nous parviennent. Mais ils ne sont pas suffisants pour que notre journal puisse vraiment rendre compte de l'intensité et de l'importance de la bataille telle qu'elle se déroule, c'est-à-dire sur le terrain. Nous demandons donc de façon pressante à nos lecteurs de nous informer plus largement de la campagne commune des marxistes-léninistes et de ses échos auprès des travailleurs, des progrès concrets réalisés dans l'unité, des réunions publiques tenues par l'UOPDP, etc.

Racontez-nous les discussions dans les ateliers, dans les quartiers et à la campagne, les questions que posent les travailleurs, les plus diverses et les plus simples qui sont souvent aussi les plus pleines de bon sens. Faites-nous part de l'intérêt et de la curiosité que suscite la ferme opposition à tout projet bourgeois de droite comme de gauche.

Racontez-nous aussi les contacts pris avec les écologistes et certains groupes-femmes qui se démarquent de la gauche comme de la droite à partir de certains points concrets. Voilà de quoi nous avons besoin pour mieux faire comprendre notre point de vue et nos explications : des faits concrets qui les ancrent dans la bataille de tous les jours sur le terrain.

Même si cette bataille vous prend une bonne part de votre temps, amis lecteurs, prenez celui de nous informer pour informer aussi tous ceux qui luttent comme vous. Au besoin, envoyez-nous un petit article vite fait ou des informations brutes écrites comme ça vient sur le papier. Si vous indiquez le contexte, l'origine géographique, la date nous nous chargerons nous-mêmes de rédiger. Écrivez donc rapidement à la boîte postale HR BP 61 75861 et nous vous avertirons dès qu'il vous sera possible de téléphoner à nouveau au répondeur.

### ● Les Ulis (Essonne)

MEETING DE L'HUMANITÉ ROUGE

Le samedi 25 février  
aux Ulis (Essonne)

« La Maison pour tous »

- Les luttes dans la région
- La politique des marxistes-léninistes « Ni droite, ni gauche, classe contre classe ».
- Débats, sketches, chorales, etc.

### ● Brétigny sur Orge

RASSEMBLEMENT

Organisé par l'Humanité rouge

Vendredi 24 février

de 18 à 24 h

Salle des fêtes de Brétigny-sur-Orge

- Présentation des candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne de l'Essonne
- Exposition
- Théâtre - chansons
- Interventions
- Débat avec les candidats
- Buvette et sandwiches

### Annonces de l'UOPDP

Ouvriers, paysans, travailleurs : les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : soutenez-les ! Le soutien financier est aussi un soutien politique !

Envois à : Jean-Louis RABOUTET  
No 42 121 U.

Agence GN 874 du Crédit Lyonnais  
Centre commercial du « Luth »  
92230 Gennevilliers

### 2 affiches de l'UOPDP

Des affiches de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne sont disponibles. Elles comportent des bandeaux non-imprimés qui permettent d'y inscrire du texte (heure et lieu de meeting par exemple). Ces affiches sont utilisables pour les panneaux électoraux.

Par ailleurs, les affiches-textes pour les panneaux électoraux sont également disponibles.

Passer vos commandes !

### Rectificatif

Nous avons annoncé, par erreur, que le meeting régional de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne à Lille avait lieu à 20 h. En fait, ce meeting aura lieu à 17 h, salle du Conservatoire, place du Concert.

### Pour réduire le chômage et stopper l'inflation

## Ni la gauche ni la droite

Un sondage de la SOFRES effectué entre le 8 et le 10 février pour le « Nouvel observateur », publié dans le numéro du 20 février, révèle certaines indications (qui ne sont bien sûr pas à prendre à la lettre). Prenons deux questions importantes :

1/ Pour régler les problèmes du chômage, quelle est à votre avis la meilleure solution ?  
46 % des agriculteurs et salariés agricoles auraient répondu : « Que ce soit la gauche ou la majorité ça ne changera rien », contre 21 % seulement qui disaient « que la gauche l'emporte » (et 17 % à la droite). Chez les ouvriers, les pourcentages respectifs sont de : 37 %, 41 % et 12 %.

2/ Pour tenter de régler les problèmes de l'inflation, quelle est à votre avis

la meilleure solution ?

39 % des agriculteurs et salariés agricoles répondent « Ni gauche ni droite » (contre 20 % à la gauche et 24 % à la majorité)

Chez les ouvriers : 36 % (contre 37 % à la gauche et 13 % à la droite) Cela montre au moins un certain courant de rejet des partis bourgeois.

Il ne faut certes pas en tirer de conclusions hâtives car chaque question peut être interprétée de diverses manières mais ce sondage n'en révèle pas moins une certaine désillusion sur la capacité des partis traditionnels de droite et de gauche à régler des questions essentielles d'ordre économique qui touchent les gens par leurs répercussions dans leur vie quotidienne.



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## ETRE JEUNE EN FRANCE EN 1978

La jeunesse est un moment privilégié de la vie à beaucoup d'égards. Les gens du peuple le savent bien quand ils disent que « vingt ans est le plus bel âge de la vie ». C'est vrai, mais il y a le capitalisme et celui-ci impose aux jeunes de multiples et graves soucis.

Actuellement, la jeunesse subit les conséquences de la crise économique du capitalisme de manière aiguë. Comme nous allons le voir rapidement, la jeunesse est aussi à la pointe des luttes contre la répression, l'oppression capitalistes et l'exploitation qui étouffent la jeunesse et son épanouissement.

### 700 000 JEUNES CHOMEURS

Les jeunes sont sans conteste les premières et les principales victimes du chômage. 700 000 d'entre eux environ sont sans travail.

En effet, la moitié des chômeurs sont des jeunes de moins de 25 ans. En 1974, ils représentaient 45,82% des chômeurs, et depuis ce chiffre n'a fait qu'augmenter. Chaque année, 700 000

jeunes arrivent, au sortir de l'école, sur ce que la bourgeoisie appelle le « marché du travail ». Parmi eux, il y a les apprentis que beaucoup de patrons ne veulent pas embaucher ou garder, car n'ayant qu'une faible expérience pratique, ils ne sont pas assez rentables. Souvent, les jeunes qui sont les derniers embauchés sont les premiers licenciés.



### LA REPRESSION: UNE REALITE QUOTIDIENNE

Une autre réalité quotidienne que vivent tous les jeunes est la répression. Il y a bien sûr la répression policière, la plus violente, qui s'exerce en particulier contre les jeunes.

La répression de la jeunesse ne se limite pas à la répression policière. A l'école, puis en apprentissage, au CET, enfin à l'armée, les jeunes sont soumis à un encadrement rigoureux et à une répression sévère et souvent sournoise. Partout cette répression devient rapidement ouverte et brutale à la moindre contestation et à la moindre lutte.

Cette répression généralisée sur la jeunesse vient de ce que la bourgeoisie a une peur bleue des jeunes, qui plus encore que les adultes aspirent à avoir une vie différente et souhaitent que les choses changent rapidement. D'autre part, elle est utilisée pour inculquer à la jeunesse la discipline et la docilité.

Il faut dire que les partis de gauche sont aussi des partisans convaincus de la répression contre les jeunes. Vitry, dont la municipalité est PCF, en est un exemple irrécusable.

Les jeunes sont les premiers avec les travailleurs immigrés à subir la répression de la bourgeoisie. Et les premières victimes de cette répression sont sans conteste les jeunes travailleurs immigrés que le pouvoir a décidé de chasser conformément aux iniques mesures Stoléro. De plus en

plus, cela va jusqu'au crime.

Les faits parlent d'eux-mêmes :

- En juillet 1976, Gilles Ollivier, 17 ans, est abattu par un policier d'une balle dans le dos.

- A Paris, à la suite d'un contrôle d'identité deux jeunes sont tabassés. Inanités, ils sont attachés aux portes du car et entraînés sur 500 mètres.

- A Corbeil, (Essonne) quatre jeunes immigrés sont torturés dans un commissariat.

- Porte de Pantin, Lucien Meylon, âgé de 17 ans, est abattu par le « service d'ordre » d'un concert auquel il voulait assister. Chez l'assassin, on retrouve un véritable musée à la gloire d'Hitler.

- A Vitry, les flics matraquent et pourchassent avec la plus grande brutalité les jeunes des cités populaires.

- A Châtenay-Malabry, le 23 août, Mustapha Boukhezer est abattu par Marchaudon. Il y a deux semaines seulement un jeune était abattu parce qu'il faisait du bruit la nuit.

Ce sont là les exemples les plus connus. Mais combien de jeunes sont matraqués, emprisonnés pour des brouilles, combien de jeunes immigrés sont tabassés avant d'être expulsés ?

Ne voyons-nous pas chaque jour dans la rue, dans le métro, à Paris, nombre de jeunes subir les contrôles policiers comme s'ils étaient des criminels en puissance.

Même s'ils sont les premières victimes du chômage, les jeunes ouvriers ne sont pas les seuls. Il y a aussi les jeunes paysans qui doivent quitter la terre et souvent la région pour essayer de trouver un hypothétique emploi à la ville ou dans la région parisienne.

Il y a aussi les lycées et étudiants qui, à la sortie de l'école ou de l'université, ne trouvent aucun travail.

La crise capitaliste, et le chômage en premier lieu, s'abattent sur les jeunes, hommes et femmes. Aussi, les jeunes jouent-ils un rôle important dans certaines luttes, comme cela a été le cas, par exemple, contre la réforme Haby ou même lors de la dernière grève des PTT.

Le triste Royer (ancien ministre et maire de Tours) n'avouait-il pas en 1975 : « La jeunesse qui chôme, c'est l'armée de la révolution en marche ».

Un aussi grand nombre de jeunes au chômage constitue en effet un potentiel formidable de lutte et un danger permanent pour la bourgeoisie. Aussi n'est-il pas étonnant qu'à quelques mois des élections, craignant à la fois la révolte des jeunes et qu'un grand nombre d'entre eux ne votent contre elle, elle ait organisé les stages de formation pour les jeunes.

Selon Chotard, vice-président du CNPF, « les entreprises ont fait un très

gros effort pour accueillir les jeunes, si bien que nous avons dépassé la prévision des 350 000 emplois pour les jeunes. Aujourd'hui, nous en avons créés 475 000 ».

Pour les stagiaires, après 6 ou 10 mois de stage, où ils n'apprennent pratiquement rien, car la formation n'existe que de nom, ils seront de nouveau au chômage. Ces stages constituent seulement une honteuse opération électorale et ne résolvent en rien le chômage des jeunes.

Les salaires, si on peut appeler ainsi la rétribution qui est donnée au cours des stages, sont misérables, tout autant que la formation qui y est donnée. Ceux qui ont moins de 18 ans ne touchent que 400 F par mois. Ceux qui sont plus âgés touchent 1 500 F.

Sur les 475 000 emplois prétendument créés, 285 000 sont des stages pratiques en entreprise qui sont, en fait, un cadeau royal aux patrons, lesquels n'acquittent pas les charges sociales (Sécurité sociale, taxe salariale) pour tout jeune de moins de 25 ans venant de terminer ses études ou sa formation, et ne paient pas le salaire puisque c'est l'Etat qui le prend en charge et qui bénéficie donc gratuitement du travail du stagiaire.

### Témoignage d'une jeune algérienne

Fin juin 1975, j'avais terminé mes deux ans d'études ; études de sténodactylographie dans un CET dont le but était de transformer des enfants d'ouvriers en machines capables d'obéir, de se résigner, de se soumettre.

C'était, selon les enseignants eux-mêmes, le dépotoir de ceux qui ne devaient pas faire partie de l'élite intellectuelle du pays.

Selon les professeurs, 20% des élèves de CET trouveraient un travail quelconque au sortir de l'école, un travail qui ne correspond pas toujours à leur qualification, mais c'est devenu chose difficile sous Giscard que de trouver une place stable, bien rémunérée. Aussi, devons-nous nous contenter de n'importe quoi. Les 80% restants devaient faire l'apprentissage du chômage, des ANPE, du découragement, etc.

Avec mon maigre bagage scolaire, je me mis à chercher un emploi. Et là commença la course à l'emploi.

L'emploi du temps : se lever le matin à 6 h, subir la bousculade quotidienne dans les transports en commun, faire avec appréhension les petites annonces dans l'espoir de trouver quelque chose, se présenter, affronter des patrons incompréhensifs dont le seul désir est de trouver l'employé idéal qui leur donnera toutes les satisfactions : rentabilité, résignation, soumission.

Mon âge et ma nationalité - je suis Algérienne - ne plaident guère pour moi. Nous, les jeunes sommes censés être paresseux, râleurs. Nous ne possédons pas l'expérience, mot qui semble être très apprécié par les chefs du personnel.

Selon les normes, tout chômeur « se doit de s'inscrire à l'ANPE », ce que je fis. La course à l'emploi a duré sept mois pour mon cas. Sept mois pendant lesquels je passais du plus grand découragement à la plus grande haine envers tous ceux qui tiennent entre leurs mains l'avenir des travailleurs.

### Au CET Clémenceau à Montpellier

Quelques témoignages précis d'élèves du CET : beaucoup d'élèves et de copains ont subi la répression dans ce CET où l'on apprend aux élèves que l'intérêt du patron passe avant tout.

Ces élèves nous exposent pour la première fois leur cas :

- « Les pions ne servent qu'à gueuler et à nous surveiller ».

- « Je me suis fait "jeter" deux mois avant le CAP pour avoir endommagé accidentellement une machine qui fut réparée le jour-même. »

- « Je me suis fait "jeter" une semaine de la cantine pour m'être levé de table chercher un verre de vin ».

- « Depuis le début de l'année, les profs nous menacent d'expulsion ».

- « Menace légère dès qu'un élève arrive en retard, même avec un motif valable ».

- « Je fus renvoyé des cours pour avoir distribué des tracts en récréation ».

- « Le pion voulait me faire ranger le réfectoire de la cantine pour une faute que je n'ai pas commise. Je me suis rebiffé et fus renvoyé de la cantine et du CET ».

- Un prof est venu à l'atelier et a demandé à me voir sans même me connaître il a dit : « X, tu verras l'an prochain tu seras avec moi, tu vas en baver ».

- « Le prof m'a giflé alors que je n'y étais pour rien ».

Ce que nous remettons en cause d'après cet article est tout le système capitaliste et son école !



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Résolution du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France

# SUR LA JEUNESSE

«... Vous, les jeunes, vous êtes comme le soleil à 8 ou 9 heures du matin, c'est en vous que réside l'avenir du monde...» Mao Tsé-toung

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France considère comme une de ses tâches les plus importantes de gagner et d'éduquer la jeunesse à la cause révolutionnaire du prolétariat. La jeunesse constitue en effet une grande force révolutionnaire sans laquelle il est impossible de renverser le vieux monde capitaliste et d'en édifier un nouveau, socialiste.

A l'heure actuelle, la jeunesse de France, notamment la jeunesse ouvrière, est profondément indignée et révoltée par les conditions de vie que la bourgeoisie lui fait subir et par l'avenir qu'elle lui réserve.

La jeunesse subit la première et très durement le chômage. Pour vivre, nombre de jeunes sans emploi sont obligés de subir les réformes de Barre avec leurs stages pratiques ou de formation dans les entreprises : des dizaines de milliers de jeunes ouvriers sont ainsi exploités 40 heures par semaine pour des salaires dérisoires de 410 F à 1 500 F, tous les droits syndicaux leur sont alors refusés. Il leur faut accepter et se taire. Voilà ce que sont ces fameux stages institués pour permettre au gouvernement de prétendre que

«le chômage diminue considérablement», et cela alors qu'à la fin de leur stage, la plupart des jeunes travailleurs se retrouvent sur le pavé.

Au préalable, la plupart des jeunes ont dû subir une sélection scolaire particulièrement injuste et qui frappe les enfants des classes populaires de l'enfance, notamment dans la classe ouvrière. En particulier dans les campagnes, les jeunes issus de la petite paysannerie rencontrent des difficultés énormes dans leur scolarité : problèmes de langage propre au milieu rural, problèmes de l'éloignement des centres scolaires, et pour les jeunes immigrés, difficultés encore accentuées du fait de leur langue maternelle. Ceci explique que les jeunes de milieu populaire sont orientés en priorité vers les classes pratiques, l'apprentissage, le chômage et l'exploitation. Cette sélection accrue ces derniers temps s'accompagne de mesures répressives destinées à mettre la jeunesse scolarisée au pas et notamment à lui interdire toute activité politique.

La répression dans les établissements scolaires est un prolongement de l'oppression et de la répression développées par la bourgeoisie contre la

jeunesse dans la vie quotidienne. Car la bourgeoisie, classe décadente, a peur de la jeunesse, de sa remise en cause de la société capitaliste.

Depuis le Printemps révolutionnaire de 1968, au cours duquel la jeunesse a joué un grand rôle, une véritable chasse aux jeunes a été organisée et plusieurs jeunes, encore scolarisés, chômeurs ou travailleurs, français et immigrés, ont été assassinés par la police ou par des fascistes. Ces assassinats, la bourgeoisie au pouvoir et son gouvernement en portent l'entière responsabilité. Ce sont eux, en effet, qui ordonnent les contrôles d'identité, les humiliations, les passages à tabac des jeunes.

Pour tenter de mater cette jeunesse qui l'effraie, la bourgeoisie recourt également à d'autres moyens : elle suscite et encourage des courants idéologiques et des pratiques fondées sur le désespoir et la fuite devant la réalité. Il est bien connu que les principaux pourvoyeurs de drogue sont des gros bonnets liés aux milieux d'affaire et aux milieux politiques bourgeois.

La direction révisionniste du PCF porte une écrasante responsabilité dans

le développement de courants démobilisateurs dans la jeunesse : par l'intermédiaire de son organisation de jeunesse, elle répand le venin individualiste sous le thème de « changer la vie » qu'elle oppose au mot d'ordre de Marx : « changer le monde ».

Le but du Parti communiste marxiste-léniniste de France, c'est de permettre au potentiel révolutionnaire de la jeunesse de s'exprimer pleinement et d'apporter son rôle décisif à la lutte contre le capital monopoleur et les deux superpuissances. Cela ne peut se faire que si le PCMLF gagne la jeunesse à l'idéologie du prolétariat révolutionnaire.

C'est pourquoi le PCMLF accorde la plus haute importance au développement de l'activité sur tous les plans de la JCMLF et au développement de son organisation.

La JCMLF est une organisation de masse révolutionnaire qui fonde son action sur les principes du marxisme-léninisme et de la pensée-mao-tsé-toung.

( Suite de la page 6 )

## Le PCF contre les jeunes

Les dirigeants des partis de gauche, PCF en tête, ne sont pas les derniers à appeler à la répression. Ils font cela au nom de la protection des biens et des personnes. Ils demandent un peu partout davantage de flics et se vantent d'être capables d'être plus efficaces quand ils seront au pouvoir.

A Vitry, plusieurs jeunes à la suite d'une provocation policière avaient été embarqués, tabassés et incarcérés par la police. La municipalité PCF a pris prétexte de cette affaire pour envoyer une lettre aux habitants de Vitry, lettre dont nous publions des extraits.

Monsieur, Madame,

Un climat d'insécurité s'est institué dans

notre ville comme dans beaucoup d'autres et vous êtes inquiets à juste titre...

... Des agents en tenue ont été agressés et l'on n'a dû qu'à leur sang-froid d'éviter le drame...

... Ces actes sont intolérables. Leurs auteurs qui ne sont qu'une minorité ne doivent pas rester impunis.

Il a été convenu que l'implantation d'un commissariat à Vitry devait être considéré comme le numéro un des priorités dans le Val-de-Marne et on a informé les élus qu'il demandait son financement pour 1978.

Ainsi cette lettre ment sur la responsabilité des incidents et appelle à plus de flics. Eux-mêmes participent à la psychose de la peur de l'insécurité orchestrée par le gouvernement et qui a pour but d'accroître la répression.

## « Il a marché longtemps... »

Il a marché longtemps cette nuit-là,  
Jusqu'au matin,  
Sans même sentir le poids de la fatigue  
Sans même sentir en lui monter  
La lente crue de la pluie et du froid  
Qui l'envahissait  
Peu à peu.  
Il a marché jusqu'au matin  
Et puis s'est dirigé vers Montparnasse  
Ou il travaillait encore il y a trois mois.

Une à une, il a monté les marches  
Qui conduisent en haut tout en haut.  
Ce matin là il a ouvert la fenêtre  
Du vestiaire d'où souvent il avait contemplé la gare  
Et les longues rames des trains  
Qui glissent silencieusement  
Vers la Bretagne, vers l'Océan, vers  
chez lui...

Les larmes coulaient sur ses joues  
Quand le vent et le pluie ont soudain  
frappé son visage.  
Il n'a pas crié mais sa poitrine et sa tête  
et tout son être  
Étaient emplis d'un immense désespoir  
Comme on n'en devrait jamais  
connaître à vingt ans.

Quand nous avons appris sa mort  
Nous n'avons pu parler  
Un long moment  
Jusque dans un souffle  
Quelqu'un dise c'est un crime.

Où c'était un crime...  
Le père de Jeannot était mort et sa mère  
Très malade à l'hôpital et lui,  
Il y a trois mois,  
Avait été licencié du centre de tri.  
De Montparnasse.



## SEUL LE SOCIALISME PERMETTRA L'EPANOUISSEMENT DE LA JEUNESSE

Seul le socialisme pourra permettre à la jeunesse de s'épanouir totalement en transformant radicalement ses conditions de vie, l'école, le travail et en lui donnant un idéal grandiose et généreux: se mettre au service du peuple.



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## LES PARTIS ET LA SECURITE SOCIALE

**Projets du gouvernement  
et du patronat:**

### Chasse aux malades, fichage et pompe à fric

Le patronat s'efforce par tous les moyens de s'opposer au remboursement des congés-maladie en développant le contrôle par des médecins patronaux. Le gouvernement vient de publier le « rapport Heilbronner » qui propose d'atteindre le même but en dressant la liste des « grands absents » et des malades « récidivistes » qui feraient l'objet d'un contrôle « strict » de la part des médecins-conseil des caisses. Il a déjà fait mettre en place le fichage sur ordinateur par la Sécurité sociale des

prescriptions des médecins : s'ils soignent trop bien les malades, ils seront sanctionnés ! Quant aux cotisations ouvrières, il est probable qu'elles seront augmentées dans un proche avenir une fois les élections passées. Tout cela pour accroître l'exploitation des travailleurs, prélever des impôts supplémentaires et financer les profits des laboratoires et de l'industrie médicale de pointe. Décidemment, la Sécurité sociale est un rouage de l'appareil d'État fort utile aux capitalistes !



### Travailleurs luttons pour nos droits sociaux

C'est par la lutte que les travailleurs ont gagné tous leurs droits sociaux : possibilité d'être remboursés en partie de leurs dépenses de soins et maladies, de toucher de petites retraites, d'avoir des indemnités en cas de maladies et d'accidents du travail, d'avoir des allocations quand ils ont des enfants.

C'est en se servant de la Sécurité sociale, que les partis de droite comme de gauche veulent les en frustrer tout en les abusant. Les travailleurs ne doivent accorder aucune confiance à ce rouage de l'appareil d'État dont la bourgeoisie se sert pour les fichier, les contrôler et leur pomper de l'argent. C'est seulement sur leurs luttes qu'ils doivent compter pour défendre et même étendre leurs droits acquis. Et il ne faut pas pour cela qu'ils

se laissent enfermer dans le terrain délimité par la Sécurité sociale. Ainsi, il faut se battre pour un meilleur remboursement des soins, l'extension du tiers-payant, etc., mais aussi pour l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité dont les graves carences favorisent les maladies. Il faut exiger des indemnités décentes en cas d'accident du travail, mais aussi se battre contre l'augmentation des cadences et le manque de sécurité. S'il est indispensable de veiller au maintien des allocations familiales dans le système actuel, il faut aussi obtenir la construction de crèches et la possibilité réelle pour les femmes de travailler sans discrimination de salaire, et de n'avoir des enfants que lorsqu'elles le désirent par une contraception et l'avortement libres et gratuits.



Piquet de grève à la Caisse d'allocation familiale, rue Viala à Paris.

**A gauche : encadrer  
et mystifier**

Pourquoi les partis de gauche tiennent-ils tant, surtout le PCF, à gérer la Sécurité sociale ? Tout simplement parce que ce rouage de la machine d'État capitaliste brasse des fonds énormes qui représentent environ 20 % du produit national brut : un morceau royal non ? C'est pourquoi, ils ont tout à gagner par leurs promesses sociales... Ça agrandit la part du gâteau qu'ils escomptent. Ces sommes ne seraient-elles pas gérées au moyen de la Caisse des dépôts et consignations, gigantesque banque d'État de la santé et du développement de laquelle ils se préoccupent fort (tout le marché HLM, etc.) et

qu'ils voudraient gérer elle aussi. Mais au fait qui paiera la note ? C'est simple. Il y aura des dizaines de milliards de déficit, et en système capitaliste, où le gouvernement puise-t-il pour renflouer les caisses sinon dans la poche des travailleurs ? Mais là bien sûr, et c'est là tout le changement, c'est un gouvernement de gauche qui en bénéficierait. Et gare aux travailleurs de la Sécurité sociale qui s'aviseraient de faire grève. Les caisses étant dirigées par des pontes syndicaux, a-t-on le droit de faire grève contre des patrons qui vous veulent du bien ?



### Seule l'instauration du socialisme

Dans le régime socialiste, toute la politique sera orientée de façon à promouvoir la santé et le bien-être du peuple. Au lieu d'être lâchée au compte-goutte, sous la pression populaire et sans cesse remise en cause, la protection sociale sera un droit en progression continue. L'amélioration des conditions de travail et de logement favoriseront une bonne santé. Le traitement des maladies courantes qui frappent le plus les travailleurs, des accidents du travail et des maladies professionnelles deviendra prioritaire.

L'accent sera mis sur la médecine

préventive qui devient le facteur décisif dans un pays où la médecine n'a plus pour but de « réparer » la force de travail pour les besoins de l'exploitation, mais de maintenir l'homme, le capital le plus précieux, en bonne santé. Pour donner encore quelques exemples de ce qui deviendra possible... les femmes enceintes seront dispensées de travaux qui pourraient être nuisibles à la poursuite de leur grossesse, disposeront de nombreuses crèches. Les retraités ne seront nullement mis au rebut ou parqués dans des hospices comme aujourd'hui, etc.